



Libération

PRÉSIDENTIELLE

BÊTES DE CAMPAGNE

Portée par des militants de plus en plus organisés,
la cause animale s'est imposée pour la première
fois dans les programmes des candidats.

 **PRÉSIDENTIELLE** 

TOUS AUX POILS

Qu'ils soient élevés dans des conditions sordides, mis à mort par millions dans les abattoirs, chassés dans les sous-bois ou abandonnés au bord des routes, les animaux se sont invités dans le débat politique grâce à des associations engagées. Un sujet porteur pour certains candidats, embarrassant pour d'autres.





Par

AURÉLIE DELMAS

Les images ont choqué les Français. Ces derniers mois, plusieurs vidéos réalisées clandestinement dans des abattoirs ont mis au jour des violences envers les animaux, contribuant à faire de leur protection une cause «importante» pour 80 % des sondés (sondage réalisé par l'Ifop, du 10 au 13 mars 2017 auprès d'un panel de 949 personnes). Le sujet, souvent présenté comme transpartisan, est pourtant quasiment passé sous silence dans la campagne. Si la plupart des candidats évoquent, avec plus ou moins de densité, le sujet du bien-être animal dans leurs programmes, ils se gardent d'aller trop loin : excepté Jacques Cheminade et Philippe Poutou, aucun ne s'engage sur l'interdiction de la corrida. Et le gavage, le sort des grands prédateurs (loups, ours, lynx), ou encore la sensibilité des animaux sauvages, sont, au mieux, survolés.

ANALYSE**JEAN-LUC MÉLENCHON****Pour que les animaux ne soient plus des «choses»**

Jean-Luc Mélenchon, qui a construit son programme autour des enjeux écologiques, se veut aux avant-postes sur cette question. «*Nous récusons la violence crue généralisée que le système actuel fait subir à tous les êtres sensibles, humains et animaux*», écrit-il dans son livre programme, *l'Avenir en commun*.

Le candidat de La France insoumise est le seul à dénoncer «une sixième grande extinction d'espèces vivantes» due à l'activité humaine. Et s'engage

à «éradiquer la maltraitance envers les animaux». Le 18 mars, à l'issue de la grande marche qu'il avait organisée, celui qui prône une réduction de la consommation de viande a réclamé «une règle pour toujours, comme une preuve de notre amélioration collective : la règle que les animaux ne sont pas des choses». Depuis 2015, la reconnaissance juridique du statut d'«êtres sensibles» s'arrête en effet, dans le code civil, aux animaux domestiques. Parmi les propositions de Mélenchon, qui s'est prononcé contre les fermes-usines et les élevages en batteries, figurent le refus de breveter le vivant, le bannissement des pesticides «nuisibles», la «sanctuarisation du foncier agricole et naturel» et la lutte contre l'artificialisation des sols. Il n'évoque pas la question de la chasse dans son programme mais souhaite un encadrement plus strict et l'instauration de jours sans chasse. Le candidat n'est pas exempt de contradictions, comme lorsqu'il déclare au WWF, le 27 mars, ne pas savoir comment se positionner sur la réintroduction de l'ours, et s'en tenir à l'avis de la Confédération paysanne sur le loup. Or le syndicat agricole réclame le retrait de l'animal de la liste des espèces protégées dans la convention de Berne et la directive Habitats.

BENOÎT HAMON**Pour une désindustrialisation de l'agriculture**

Le candidat socialiste, qui a fait alliance avec les écolos d'EE-LV, a davantage travaillé ses propositions en matière d'énergie ou de santé que celles ayant trait aux droits des animaux. Dans l'accord entre les deux partis, un seul engagement y figure : celui de la fin des élevages

industriels. Le député des Yvelines promet toutefois qu'il veillera au bien-être animal, notamment grâce à un plan contre la maltraitance. Il veut créer un comité national d'éthique des abattoirs pour s'assurer «des conditions d'élevage et de transport» et développer «des méthodes de remplacement à l'expérimentation animale». Benoît Hamon, qui souhaite un statut juridique international pour faire de la biodiversité un bien commun, désire créer un conservatoire des terres agricoles qui permettrait d'*«enrayer l'artificialisation des sols et l'étalement urbain»*, qui menace de nombreuses espèces sauvages. Dans le magazine *Chassons*, le candidat PS, qui ne s'est pas rendu au congrès des chasseurs, a dit son opposition à certaines pratiques de chasses dites «traditionnelles» : «*Certaines traditions cruelles deviennent de fait indéfendables.*»

MARINE LE PEN**Pour protéger les animaux sans froisser les chasseurs**

La candidate du Front national s'est positionnée depuis longtemps sur la question de la sensibilité animale. Mais de façon surprenante, la question n'est pas très développée dans son programme. On y trouve néanmoins la volonté de Marine Le Pen de *«faire de la protection animale une priorité nationale»*, idée qui passe évidemment pour le FN par l'interdiction de l'abattage rituel, sans étourdissement préalable. Marine Le Pen réclame aussi de remplacer *«le plus possible les expérimentations animales»* et de *«refuser le modèle des fermes-usines»*. La biodiversité est en revanche absente du programme de Marine Le Pen, qui doit assumer un grand écart afin de ne pas heurter son électorat chasseur. Ainsi, déclarait-elle en décembre que *«les chasseurs sont*



les premiers écologistes, et qu'ils seraient «au centre des politiques environnementales» si elle était élue.

NICOLAS DUPONT-AIGNAN
Pour ne plus manger de cheval et cibler le halal

Le candidat de Debout la France, qui veut imposer aux abattoirs la viédosurveillance et «des cahiers des charges draconiens», et «interdire la viande provenant d'abattoirs qui pratiquent l'abattage sans étourdissement dans les services de restauration des municipalités françaises», est sur la même ligne que la présidente du FN. Nicolas Dupont-Aignan n'hésite pas à préciser dans la version longue de son projet que «les musulmans doivent accepter l'étourdissement des animaux». Opposé à la consommation de viande de cheval, il apporte un soin particulier aux animaux domestiques : interdiction à vie de posséder un animal pour qui en a déjà abandonné un, encadrement de la profession de *pet-sitter*, espaces réservés dans les parcs publics... Par ailleurs, ayant aussi flatté les chasseurs et leur «amour de la nature», il se prononce pour une «action en faveur de la biodiversité» et l'extension des zones naturelles sensibles.

FRANÇOIS FILLON
Pour une écologie d'animaux objets et chasseurs cajolés

Pourtant peu connu pour ses penchants écolos, le candidat LR utilise des formules surprenantes dans son programme. Il souhaite ainsi «faire de la préservation de notre biodiversité une priorité absolue» et «de la protection animale une cause nationale». Concrètement, François Fillon fait part de sa volonté d'«améliorer le bien-être des animaux d'élevage et [de] renforcer le contrôle des abattoirs».

Le candidat LR aborde même des points précis comme la préservation de «la biodiversité ordinaire», des pollinisateurs, «notamment les abeilles» (qu'il est le seul à citer), ou encore des océans menacés par la pêche intensive. De même que des

zones humides, largement mises en lumière par le combat contre le projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes... que Fillon promet pourtant de construire. Le député de Paris a aussi fait des appels du pied sans équivoque aux chasseurs, qui perpétuent selon lui une «*belle tradition française*» et à qui il promet moins de tracasseries administratives. Ces derniers pourraient d'ailleurs prendre plus de place dans «la police de l'environnement». Fillon, enfin, promet d'engager un bras-de-fer contre la directive européenne qui protège les oiseaux sauvages et pour obtenir un système dérogatoire «*laissant aux Etats Nations la compétence pour les questions subsidiaires (notamment les oies) et les chasses traditionnelles*».

EMMANUEL MACRON
Pour ne pas changer grande chose et flatter la FNSEA

C'est probablement l'un des favoris qui a le moins travaillé sur ce sujet. Le mot «animal» n'apparaît qu'une fois dans le programme d'Emmanuel Macron, lequel promet un plan de transition agricole destiné à soutenir «tous les projets de montée en gamme des exploitations, d'adaptation aux normes environnementales et de bien-être animal». Un programme assez vague qui ne l'empêche pas de déplorer que «les dégâts que nous faisons collectivement au climat et à la biodiversité sont pour beaucoup irréversibles».

Interrogé par le WWF, Emmanuel Macron s'est prononcé en faveur de la protection des animaux sauvages, expliquant qu'on ne peut pas donner des leçons aux pays, notamment d'Afrique, «et dire : «nous, on est infichus de vivre avec quelques loups, quelques lynx, quelques ours»».

Il est en revanche revenu sur sa promesse d'interdire la vente d'œufs issus de poules de batteries, expliquant lors du congrès de la FNSEA qu'il s'agissait d'*«un objectif»* et non pas d'*«une obligation dans la loi»*. En parallèle, Emmanuel Macron a promis aux chasseurs qu'il ne souhaitait pas «étendre» les droits des animaux. ◀